

Compte-rendu de la CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LE FINANCEMENT DE L'ÉDUCATION

Comité directeur de haut niveau — ODD 4

Présidence française du G7

Contexte

La conférence s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, réunissant des ministres, ambassadeurs, représentants d'organisations internationales, de fondations philanthropiques et de la société civile autour de la question du financement de l'éducation. L'événement s'inscrit dans le cadre du comité directeur de haut niveau pour l'Objectif de développement durable n°4 (ODD 4 : éducation de qualité) et de la présidence française du G7, qui a fait du financement de l'éducation une priorité stratégique.

Allocution du Directeur général de l'UNESCO

Le Directeur général de l'UNESCO **M. Khaled El-Enany**, a ouvert la séance en remerciant la France d'avoir placé le financement de l'éducation au cœur des priorités de sa présidence du G7, soulignant qu'investir dans l'éducation, c'est poser les fondements mêmes de la stabilité mondiale.

Il a rappelé que l'UNESCO, forte de près de 80 ans de présence à Paris, dispose d'un réseau mondial considérable :

- 10 000 écoles associées dans 167 pays
- 301 chaires universitaires
- 425 villes apprenantes à travers le monde
- 8 instituts spécialisés en éducation sur tous les continents, auxquels s'ajoutera un nouveau centre à Shanghai
- Près de 1 000 collaborateurs au siège et dans 53 bureaux régionaux



Le Directeur général a alerté sur une tendance préoccupante : alors que les besoins éducatifs augmentent, l'aide internationale consacrée à l'éducation devrait diminuer d'environ 27 % sur la période 2023–2027, certains pays dépendant de cette aide pour plus de la moitié de leur budget éducatif. Il a particulièrement insisté sur la situation du continent africain, l'une des deux priorités globales de l'UNESCO, qui concentre près de 40 % de la population déscolarisée mondiale, ainsi que sur les populations des zones de conflit, pour lesquelles l'éducation constitue souvent le seul refuge et le principal vecteur de réconciliation.

Chiffre clé

La déscolarisation et les faibles niveaux d'éducation coûtent chaque année 10 000 milliards de dollars à l'économie mondiale. (UNESCO)

Sur le plan des valeurs, le Directeur général a réaffirmé que l'éducation constitue un rempart essentiel contre les menaces hybrides : désinformation, manipulation, dérives de l'intelligence artificielle, radicalisation et discours de haine. Il a annoncé qu'à la demande du président de l'Autorité palestinienne, l'UNESCO apportera une expertise technique au ministère palestinien de l'Éducation pour la modernisation des manuels scolaires, dans l'esprit de « construire la paix dans l'esprit des enfants ».

Allocution de la Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères de la France

S.E. **Mme Eléonore Caroit**, a pris la parole en réfutant d'emblée une comparaison récente d'un entrepreneur du secteur de l'intelligence artificielle, qui avait comparé l'efficacité énergétique de l'entraînement d'un modèle d'IA à celle de l'éducation humaine pour en conclure à la supériorité de la machine. Elle a affirmé clairement :

« L'éducation n'est pas un problème, c'est une opportunité. Ce n'est pas une dépense, c'est un investissement. »

S'appuyant sur les données de l'UNESCO et de la Banque mondiale, elle a souligné que chaque dollar investi dans l'éducation génère jusqu'à 20 dollars de PIB à terme, et qu'une année supplémentaire de scolarité peut augmenter le revenu d'une personne de près de 10 %. Elle a conclu que l'éducation est la politique publique la plus efficace qui soit pour réduire les inégalités.

Elle a ensuite présenté les trois principes directeurs qui guideront les travaux de la présidence française du G7 :

- **1.** Une aide plus juste et plus ciblée.

Tourner la page du modèle de développement traditionnel en promouvant des partenariats réellement vérifiés et en garantissant que le soutien parvienne prioritairement aux populations les plus vulnérables.

- **2.** L'efficacité et la coordination.

Lutter contre la fragmentation des financements. Le Partenariat mondial pour l'éducation et sa stratégie 2030 offre un cadre adapté. Chaque euro investi doit produire un effet réel et mesurable.

- **3.** La soutenabilité et la résilience.

Les États partenaires doivent renforcer la mobilisation de leurs propres ressources. Les financements privés et philanthropiques ont un rôle essentiel à jouer, comme sources de financement et comme apporteurs d'expertise en matière de financements innovants.

Table ronde et discussions

Mobilisation des ressources nationales

Les intervenants ont insisté sur la nécessité de changer le récit autour de l'éducation : il ne s'agit pas d'une dépense, mais d'un investissement stratégique dont le rendement économique et social est démontré. La question fiscale a été évoquée comme levier incontournable : amélioration des administrations fiscales, numérisation, lutte contre l'évasion fiscale et taxation internationale. Plusieurs intervenants ont souligné que des choix politiques courageux s'imposent : allouer des ressources à la petite enfance ou à l'enseignement supérieur, par exemple, implique des arbitrages difficiles mais nécessaires.

Financements innovants et rôle du secteur privé

Plusieurs mécanismes ont été présentés. Les garanties publiques-privées permettent d'attirer des capitaux commerciaux vers des investissements sociaux dans des pays qui ne disposent pas des ressources suffisantes pour emprunter à des taux favorables. Des partenariats avec des fondations philanthropiques dont 100 % du capital est orienté vers l'impact social ont été cités en exemple. L'idée d'un fonds dédié à

l'innovation éducative a également été évoquée, combinant financement public de développement et capital philanthropique.

Efficacité de l'aide internationale

M. Andreas Schleicher, Directeur de l'Education et des Compétences à l'OCDE a souligné que 30 % des financements internationaux dans l'éducation souffrent de lacunes en matière de capacité administrative dans les pays bénéficiaires, ce qui limite leur impact réel. Il a plaidé pour une meilleure utilisation des ressources existantes avant d'en mobiliser de nouvelles, et pour un renforcement des capacités de planification des ministères de l'éducation, notamment via l'Institut international de planification de l'éducation (IIPÉ-UNESCO).

Rôle de la société civile

M. Adrien Sallez, Directeur général Asmae, Coalition Education a formulé quatre recommandations:

- Participer activement aux espaces de dialogue existants, en portant une attention particulière aux pays où ces espaces se rétrécissent ;
- Assurer le suivi et l'analyse budgétaire, pour identifier les écarts entre engagements et réalisations ;
- Porter la voix des communautés locales, notamment celles en situation de fragilité, dont les ONG de terrain sont les relais indispensables ;
- Plaider pour un financement durable des organisations de la société civile, notamment via le Fonds pour la société civile du Partenariat mondial pour l'éducation.

Il a également mis en garde contre certaines formes de privatisation de l'éducation, soulignant l'importance des principes de redevabilité encadrant les partenariats public-privé, et a appelé à restructurer la dette des pays les plus endettés pour libérer des marges budgétaires en faveur de l'éducation.

Conclusions et perspectives

Les participants ont convergé autour de plusieurs engagements communs :

- Maintenir l'éducation au cœur des priorités internationales et s'assurer que les conclusions de la conférence se traduisent en actes concrets ;
- Renforcer la coordination entre tous les acteurs (États, institutions multilatérales, philanthropies, société civile) pour mettre fin à la fragmentation des financements ;
- Soutenir l'élaboration d'une convention internationale sur la justice fiscale, présentée comme un premier pas encourageant vers une meilleure mobilisation des ressources ;
- Accompagner les États les plus vulnérables dans le renforcement de leurs capacités de planification et de gestion de l'éducation, notamment via l'IIPÉ-UNESCO.

La présidence française du G7 s'est engagée à travailler avec l'ensemble des partenaires (Nations Unies, OCDE, Banque mondiale, UNESCO) pour que le G7 donne une impulsion forte à la réforme du financement du développement, à la hauteur des enjeux.